

FAISONS GRANDIR UN OXI EUROPÉEN !

D'Athènes à Bruxelles et à Berlin notre NON est partout dans les rues.

Le 13 Juillet, les oligarchies politiques et financières de l'Europe ont imposé, le couteau sur la gorge, un programme pour la Grèce qu'une majorité d'économistes qualifient simplement d'"impossible à appliquer", même selon les normes capitalistes.

Quelle était leur véritable objectif ? Ils voulaient et devaient démontrer qu'il ne peut y avoir d'alternative viable hors du champ de leurs politiques. Pour l'atteindre, une fraction d'entre eux, dirigée par le ministre des finances Schäuble, était prêt, et l'est toujours, à rendre réversible même le processus d'intégration dans la zone euro que les mêmes oligarchies avaient conduit pendant des décennies. Pour frapper la Grèce, l'excluant de la monnaie unique, pour venger le crime de "haute trahison", et punir ceux qui ont osé relever la tête, et donner une leçon aux autres, en particulier les masses du Sud, de l'Est et du Nord de l'Europe qui pourraient avoir la tentation folle de contester le régime d'austérité, dans les rues et dans les urnes.

Rien ne doit perturber le «statu quo» créé ces cinq dernières années par le gouvernement de la "Große Koalition" : davantage de coupes dans les dépenses sociales, de précarisation structurelle du marché du travail et des conditions de travail, davantage de privatisation des actifs et des biens communs, réorientation des flux monétaires vers les investissements profitant aux revenus financiers, appauvrissement des masses et transfert de la richesse socialement produite vers les quelques-uns au sommet. En Grèce et partout en Europe. Ainsi, la crise actuelle n'est pas résolue du tout, mais une fois de plus intensifiée et dans le même temps différée dans ses conséquences.

Mais cela n'a pas d'importance pour les seigneurs aux gouvernements dans toute l'Europe assis autour de la table lors la «nuit de la honte» à Bruxelles. Pour eux, il était décisif simplement de réaffirmer leur domination, pour montrer leur pouvoir par l'exercice de la force brute, pour prouver à l'aide de la menace et du chantage qu'il n'y a aucune possibilité de sortir du cadre de leur régime de crise. Des millions de personnes l'ont immédiatement compris, répandant partout l'appel #ThisIsaCoup (c'est un Coup d'Etat). Pour ces raisons, nous demandons à chacun d'analyser les mouvements de nos ennemis et de rechercher les armes les plus efficaces pour les combattre. Nous ne pouvons rester les spectateurs d'un spectacle mis en scène par d'autres, et nous contenter de blâmer confortablement la "naïveté", le "renoncement" ou la "trahison" de ceux qui sont de notre bord. Par contre, nous devons développer notre propre stratégie, élaborer des plans d'action, et nous renforcer.

Pour de nombreux commentateurs, les événements grecs et européens de ce dernier mois posent essentiellement la question de la démocratie. Soyons clairs : nous croyons que même dans son épilogue temporaire et provisoire, ces événements éclairent par dessus tout le problème de l'équilibre social du pouvoir, c'est-à-dire la cohérence et les formes dans lesquelles se développe, ici et maintenant en Europe, la lutte entre les classes, entre les exploités et les exploités. Un rapport de force qui est aujourd'hui considérablement déséquilibré en faveur des premiers. Et c'est cela que nous devrions renverser. La «question démocratique» nous intéresse dans la mesure où la démocratie n'est pas considérée comme un idéal abstrait, mais comme une arme dans les mains du plus grand nombre. En outre, en affirmant que la zone euro est constituée de dix-neuf pays et pas seulement d'un, la démocratie a été limitée à un ensemble de procédures

formelles confinées dans l'étroitesse d'une dimension nationale que nous refusons.

Est ainsi mise en évidence la stratégie systématique de monter les travailleurs et les retraités l'un contre l'autre en Europe, en imposant un cadre national sur les questions sociales telles que les salaires, la protection sociale et les privatisations. Mais les mesures d'austérité, les coupes budgétaires, les privatisations et la précarisation de la vie et du travail sont imposées dans toute l'Europe, tandis que les employeurs, les entreprises et les banques continuent à accumuler d'énormes richesses. Cela signifie que nous partageons les mêmes intérêts que les travailleurs et les retraités grecs.

A cet égard, le «waterboarding social» de tout un pays ne peut pas effacer le fait historique du puissant OXI prononcé le 3 Juillet sur la place Syntagma, dans les résultats du référendum du 5 Juillet, et dans les espoirs et les énergies qu'il a suscités dans toute l'Europe, en réussissant une nouvelle politisation massive du débat dans l'opinion publique, dans les nombreuses formes de résistance, d'auto-organisation, de coopération et de lutte, qui ont depuis lors continué à se développer partout. Cela signifie que notre NON pourrait être plus fort que leur chantage.

Notre OXI peut être plus fort s'il est répété dans toutes les langues d'Europe. La confrontation entre la Grèce et les institutions de l'UE a montré une fois de plus qu'il n'y a aucune chance de renverser l'équilibre actuel du pouvoir dans l'isolement d'un espace politique national. Que les "extrémistes du centre" au pouvoir à Berlin et Bruxelles sont les principaux instigateurs du développement nauséabond des revanchards et des nationalistes. Que la lutte contre un régime Européen oppresseur ne peut être menée en termes effectifs que si elle est immédiatement transnationale au niveau européen. Et si, à cette échelle, elle démontre sa capacité à améliorer l'ensemble de nos conditions d'homogénéité et d'hétérogénéité sociales et territoriales, qui étaient jusque-là utilisées pour nous diviser et nous vaincre. En construisant un processus ouvert de connexions continues entre les multiples luttes sociales locales, ainsi qu'en élaborant quotidiennement des solutions alternatives et des moments de luttes transnationales pour frapper nos ennemis, par la pratique de la désobéissance civile et sociale de masse à leurs régimes autoritaires.

Le OXI de la place Syntagma à Athènes n'est pas mort. Comme n'est pas mort celui de la Puerta del Sol ou de Lisbonne. Ni celui de Blockupy Francfort. Aucun compromis sous chantage ne peut le détruire, si nous nous en emparons et le transformons en un OXI pan-européen, dans beaucoup d'endroits différents, dans toutes nos luttes et partout dans nos vies quotidiennes. Parce que notre NON est simultanément un OUI à une Europe différente, qui n'a rien à voir avec l'Europe corrompue des puissantes oligarchies, qui doit être reconstruite complètement à la base.

Nous avons la possibilité de transformer le OXI en une arme politique puissante en intensifiant nos luttes, en reconnaissant ce que nous avons en commun et en désignant nos ennemis communs, en mettant dans ce NON des demandes concrètes qui peuvent résonner de la même façon d'un endroit à un autre, d'une lutte à l'autre. Contre la tentative continue de monter les travailleurs et le peuple l'un contre l'autre, nous devons faire des hiérarchies et des différences de salaires, de la protection sociale et des retraites à travers l'Europe, un nouveau terrain de lutte transnational. Devraient être échangées dans ce but des idées et des propositions pour un salaire minimum, un revenu de base, une aide sociale commune au niveau européen, et contre toute forme de racisme institutionnel.

Que faire maintenant ? Tout d'abord élaborer un plan de forte visibilité à moyen terme pour faire entendre notre voix commune face à nos ennemis, quand et où ils se rencontrent. Après le succès du 18 Mars, journée de lutte à Francfort, les prochains grands Blockupy, grandes mobilisations européennes ciblant les deux sièges des oligarchies, sont prévues du 15 au 17 Octobre prochain à Bruxelles, autour du sommet du Conseil européen, où les chefs de gouvernement discuteront à nouveau leurs politiques génératrices de misère et de racisme ; en Mai prochain à Berlin, capitale de l'"Europe allemande", centre du pouvoir exécutif du régime d'austérité et en même temps ville de multiples résistances sociales et alternatives. Telles sont les principales étapes de notre "marche d'un an" pour la liberté, la démocratie et l'égalité en Europe. Ce sont les différents moyens par lesquels nous allons "voter avec les pieds" notre OXI européen. Avec lesquels, d'en bas, nous allons faire revenir sur terre le projet politique pour une autre Europe.

Parmi ces nombreuses initiatives, le processus de grève transnationale organisera sa première réunion à Poznan (Pologne) du 2 au 4 Octobre. Ce moment est une étape importante vers une réinvention de l'efficacité sociale de la grève comme outil pratique du OXI.

Mais en ce moment, nous sommes saisis par plus d'une proposition d'action, en plus du prochain appel à une manifestation. Nous voulons répandre le OXI. Nous voulons que toutes les actions et les luttes qui ont lieu partout en Europe, de tous les coins de la vie sociale, s'emparent de ce NON. Nous voulons le faire nôtre et le crier sous mille formes différentes. Ceci est une tâche à long terme, que nous devons commencer aujourd'hui. La défaite temporaire du soulèvement grec, qui est une défaite pour nous tous, a indéniablement démontré une fois de plus les relations de pouvoir du capitalisme européen. Cependant, il démontre que le pouvoir en place ne peut se défendre que de manière autoritaire. Mais cette situation révèle aussi les limites et les contradictions de sa domination. Et ouvre beaucoup de possibilités de luttes. Une fois de plus s'il veut appliquer un "capitalisme sans la démocratie", cela peut nourrir le désir d'une "démocratie sans capitalisme". Le tournant autoritaire peut se révéler être une victoire à la Pyrrhus pour l'"Europe allemande". Développons donc notre communauté, notre solidarité et notre force avec ce OXI.

Les oligarchies politiques et financières de l'Europe ont tenté le 13 Juillet de répéter cette proposition indécente que la plupart souhaitaient vraie : c'est la "Fin de l'Histoire". Mais nous avons appris depuis longtemps qu'il n'y a pas de victoires et encore moins de défaites qui soient définitives. Que l'histoire ne se termine jamais. Et bien sûr, pas non plus à Bruxelles. Le jeu est encore complètement ouvert. Dans tous les sens possibles. "celui qui se bat peut perdre. Celui qui ne se bat pas a déjà perdu", a déclaré quelqu'un quelque part il y a quelques temps. Il avait raison. Que l'histoire ne se termine pas, cela dépend de nous. Et nous continuerons à nous battre.

BLOCKUPY INTERNATIONAL

August 1st, 2015

Web: <https://blockupy.org> - FB: <https://fb.com/blockupy.europe> - Twitter: <https://twitter.com/blockupy> - YouTube: <https://youtubve.com/user/BlockupyWebteam> - Email: international@blockupy-frankfurt.org